

Unité interdépartementale du Cher et de l'Indre
6 place de la Pyrotechnie
CS 70004
18019 BOURGES

Orléans, le 7 novembre 2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 08/09/2023

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

BERNARDY

12 route de Tours

Launay

18100 THENIOUX

Références : VAT20230594

Code AIOT : 0010000008

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 08/09/2023 dans l'établissement BERNARDY implanté 12 route de Tours Launay 18100 Thénieux. L'inspection a été annoncée le 21/08/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- BERNARDY
- 12 route de Tours Launay 18100 Thénieux
- Code AIOT : 0010000008
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil bas
- IED : Oui

La société BERNARDY (Groupe Isaltis) exploite sur la commune de Thénieux une usine de fabrication de produits chimiques. La société BERNARDY a été autorisée à poursuivre l'exploitation de son usine par l'arrêté préfectoral du 19 mars 1999 modifié par les arrêtés préfectoraux complémentaires des 5 août 2005, 11 juin 2009 et 9 novembre 2016.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- suites des visites du 05 juillet 2022 et du 29 août 2022,
- état des matières stockées,
- dispositions de restriction des usages de l'eau,
- traçabilité des déchets.

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il sera proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
4	NC5* VI 09/04/21	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.2.1.	Susceptible de suites	Lettre de suite préfectorale	60 jours

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	NC1* VI 09/04/21	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.8	Avec suites, Lettre de suite préfectorale	Sans objet
2	NC1* VI 09/04/21_UD	Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article AM SEVESO annexe V	Susceptible de suites	Sans objet
3	NC2* VI 09/04/21_UD	Code de l'environnement du 29/08/2022, article R.515-98	Susceptible de suites	Sans objet
7	Point 3 : Sous-traitance	Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 4.6. Permis de travail et/ou permis de feu	Susceptible de suites	Sans objet
8	Point 4 : Rejets aqueux - DCO	Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5/ Valeurs limites de rejets aqueux	Susceptible de suites	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
5	R3 VI 09/04/21	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 4	Susceptible de suites	Sans objet
6	Point 5 : Rejets aqueux - Cu Ni	Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 6/ Auto-surveillance des rejets aqueux	Susceptible de suites	Sans objet
9	Point 7 : REACH - Respect FDS Lessive de soude caustique	Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II Art. 7	Susceptible de suites	Sans objet
10	Restriction des usages de l'eau	AP Complémentaire du 05/08/2005, article 5	/	Sans objet
11	Etat des matières stockées	Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49	/	Sans objet
12	Traçabilité des déchets	Code de l'environnement du 21/08/2023, article R.541-45	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Les constats relevés lors de cette inspection figurent dans les tableaux ci-dessous.

2-4) Fiches de constats

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.1.8
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution de l'eau
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/08/2022 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Lettre de suite préfectorale • date d'échéance qui a été retenue : 16/01/2023
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'ensemble des rejets du site doit respecter les valeurs limites et caractéristiques suivantes : [...] La concentration journalière et le flux journalier de chacun des principaux polluants seront inférieurs ou égaux aux valeurs prévues dans le tableau suivant : [...] Azote global 30 mg/l de concentration maximale [...] La dilution des effluents est interdite. En aucun cas elle ne doit constituer un moyen de respecter les valeurs limites fixées par le présent arrêté. Dans le cas de prélèvements instantanés, aucun résultat de mesure en concentration ne peut excéder le double de la valeur limite prescrite.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a déposé auprès de monsieur le préfet un porter à connaissance le 3 mars 2023. Ce dossier doit être complété.</p>
<p>Observations :</p> <p>Lors de la visite du 29/08/22, l'inspection a constaté que les valeurs d'émission d'azote global en concentration dans le rejet aqueux ne respectent pas la valeur limite d'émission fixée à 30 mg/l (485 mg/l). L'exploitant a précisé que cette augmentation de concentration en azote est dû à une augmentation de production de sels azotés en indiquant que le flux journalier rejeté reste inférieur à 50 kg (36 kg/j en moyenne).</p> <p>L'exploitant a indiqué à l'inspection que l'étude d'impact des niveaux de rejets en azote global de l'établissement sur le milieu naturel n'est pas finalisée. L'exploitant a indiqué que cette étude sera intégrée au porter à connaissance de demande d'aménagement des prescriptions relatives aux rejets aqueux qui va être déposé prochainement.</p> <p>L'exploitant a déposé auprès de monsieur le préfet un porter à connaissance le 3 mars 2023 de demande d'aménagement des prescriptions relatives aux rejets aqueux. L'examen de ce document par l'inspection des installations classées a amené à faire une demande de compléments.</p> <p>En effet, la demande d'aménagement des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 19/03/1999 peut être examinée. Cependant, les valeurs limites des rejets en azote global doivent respecter les prescriptions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié, et plus particulièrement l'article 32-2 b, du fait que le milieu naturel concerné se situe en zone sensible telle que définie en application de l'article R.211-94 du code de l'environnement. De plus, la MTD 12 du BREF CWW version mai 2016 doit également être prise en compte.</p> <p>Lors de la visite du 8 septembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection que différentes mesures</p>

ont été prises afin de limiter les rejets en azote. L'exploitant a présenté les résultats des mesures réalisées sur le paramètre azote global (moyenne de 45 mg/l depuis le début de l'année 2023). L'inspection a constaté une nette amélioration de la qualité des rejets.

L'exploitant transmettra à monsieur le préfet, un porter à connaissance complété au vu des remarques ci-dessus.

Type de suites proposées : Susceptible de suites

Proposition de suites : Sans objet

N° 2 : NC1* VI 09/04/21_UD

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 26/05/2014, article AM SEVESO annexe V

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/08/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

Un plan d'opération interne (P.O.I.) est établi suivant la réglementation en vigueur. Il définit les mesures d'organisation, notamment la mise en place d'un poste de commandement et les moyens afférents, les méthodes d'intervention et les moyens nécessaires à mettre en œuvre en cas d'accident en vue de protéger le personnel, les populations et l'environnement.

[...]

Il est remis à jour chaque année, ainsi qu'à chaque modification notable et en particulier avant la mise en service de toute nouvelle installation ayant modifié les risques existants.

Ce plan et ses modifications sont transmis à la direction départementale d'incendie et de secours et à l'inspection des installations classées.

[...]

Des exercices réguliers sont réalisés en liaison avec les sapeurs pompiers pour tester le P.O.I.

L'inspecteur des installations classées est informé de la date retenue pour cet exercice.

[...]

Constats :

Le plan d'opération interne transmis par l'exploitant le 19 janvier 2023 à l'inspection des installations classées n'intègre pas les nouvelles dispositions sur les prélèvements environnementaux prévues à compter du 1er janvier 2023.

Observations :

Lors de la visite du 29 août 2022, l'exploitant a indiqué à l'inspection que le POI était en cours de finalisation.

L'exploitant doit mettre à jour le POI conformément à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014 pour les sites SEVESO. Les nouvelles dispositions sur les prélèvements environnementaux doivent être intégrées dans le POI à compter du 1er janvier 2023.

Par courriel du 19 janvier 2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées le

Plan d'Opération Interne (POI) de son établissement (version mise à jour le 29/08/22).
L'examen de ce document amène l'inspection à faire quelques remarques (coordonnées à vérifier en page 14, absence d'information concernant les exercices d'entraînement et absence de prises en compte des nouvelles dispositions sur les prélèvements environnementaux conformément à l'annexe V de l'arrêté ministériel du 26 mai 2014).
L'exploitant transmettra le POI complété et visé, à l'inspection des installations classées.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 3 : NC2* VI 09/04/21_UD

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 29/08/2022, article R.515-98
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/08/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : [...] II.-L'étude de dangers fait l'objet d'un réexamen sous la forme d'une notice au moins tous les cinq ans et d'une révision, si nécessaire. [...]
Constats : L'étude de dangers transmise par courriel du 15/09/22 n'est pas complète : absence des scénarios concernant le stockage de nitrate de potassium et des aménagements demandés par l'exploitant dans les différents porter à connaissances déposés (stockage de certains solides comburants et autres matières).
Observations : Lors de la visite du 29 août 2022, l'exploitant a indiqué à l'inspection que la révision de l'étude de dangers était réalisée par la société SOCOTEC et qu'il était dans l'attente du rapport (prévu pour fin septembre 2022). Par courriel du 15/09/22, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées une version provisoire de l'étude de dangers réalisée par la société SOCOTEC en date du 27/07/22 (v2). En effet, le scénario concernant le stockage de nitrate de potassium et les aménagements demandés par l'exploitant dans les différents porter à connaissances déposés (stockage de certains solides comburants et autres matières) ne sont pas intégrés dans la version de l'étude de dangers déposée. Lors de la visite du 8 septembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection que la version corrigée de l'étude de dangers serait transmise prochainement.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.2.1.
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention de la pollution atmosphérique
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 29/08/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les poussières, gaz polluants ou odeurs doivent, dans la mesure du possible, être captés à la source et canalisés.</p> <p>Ces dispositifs de collecte et canalisation, après épuration des gaz collectés, sont munis d'orifices obturables et accessibles aux fins des analyses précisées par le présent arrêté où la réglementation en vigueur.</p> <p>La forme du conduit d'évacuation, notamment dans la partie la plus proche du débouché à l'atmosphère, est conçue de manière à favoriser au maximum l'ascension et la dispersion des gaz dans l'atmosphère.</p> <p>Les installations susceptibles de dégager des fumées, gaz, poussières ou odeurs doivent être munies de dispositifs permettant de collecter et canaliser les émissions pour autant que la technologie disponible et l'implantation des installations le permettent et dans le respect des règles relatives à l'hygiène et à la sécurité des travailleurs.</p> <p>[...]</p>
<p>Constats :</p> <p>Le conduit d'évacuation des effluents atmosphériques en sortie de l'extracteur de l'atelier F n'est pas conçu de manière à favoriser l'ascension et la dispersion des gaz à l'atmosphère conformément à l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié et plus particulièrement les articles 52 à 57.</p>
<p>Observations :</p> <p>Suite au constat du 9 avril 2021 relatif à un défaut de conception des conduits d'évacuation des effluents atmosphériques en sortie de l'extracteur de l'atelier F et du réacteur 1125 ne permettant pas de favoriser l'ascension et la dispersion des gaz à l'atmosphère, l'exploitant a fait part à l'inspection par courriel du 02/06/21 que des points d'accès pour réaliser les mesures des effluents atmosphériques dans de meilleures conditions ont été réalisés conformément aux préconisations de son organisme de contrôle.</p> <p>Lors de la visite du 29 août 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection les résultats des dernières mesures des effluents atmosphériques réalisées du 31 mai au 2 juin 2022 par la société DEKRA. L'exploitant a fait part de difficultés de mise en conformité du conduit d'évacuation de l'atelier F et plus particulièrement la réhausse importante de la cheminée.</p> <p>L'inspection a consulté le rapport de la société DEKRA (réf n°D85547782201R002(M01)). Ce rapport précise qu'aucune valeur limite d'émission n'est dépassée mais que ces données sont potentiellement minorées. En effet, les mesures ont été réalisées au débouché du conduit (absence d'orifice), les conditions ne permettent pas d'assurer des essais correctement et impliquent une sous-estimation des résultats. Les distances amont ou avale requises ne sont pas</p>

respectées ce qui peut induire un écoulement non laminaire (atelier F).

L'exploitant a transmis à l'inspection le rapport des contrôles des rejets atmosphériques réalisés du 5 au 6 juillet 2023 par la société DEKRA (réf. E28077132301R002).

Ce rapport précise qu'aucune valeurs limite d'émission n'est dépassée. Cependant, il est indiqué dans le rapport que les mesures de l'atelier F ont été réalisées au débouché du conduit et que les conditions de prélèvement ne permettent pas d'assurer des essais correctement et impliquent une sous-estimation des résultats (impact conséquent).

Lors de la visite du 8 septembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'un devis a été effectué pour le rehaussement du conduit de l'atelier F. L'exploitant transmettra à l'inspection le bon de commande de ces travaux dès validation.

L'exploitant transmettra à l'inspection un rapport de fin de travaux relatif au rehaussement et l'aménagement de points de mesures du conduit de l'atelier F.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale

Proposition de délais : 60 jours

N° 5 : R3 VI 09/04/21

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 3.3.4.

Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques

Point de contrôle déjà contrôlé :

- lors de la visite d'inspection du 29/08/2022
- type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) :
- date d'échéance qui a été retenue :

Prescription contrôlée :

[...]

Toutes précautions sont prises pour que :

- les dépôts soient en état constant de propreté et non générateur d'odeur,
 - les emballages soient identifiés par les seules indications concernant le déchet,
- [...]

Constats : Pas d'écart constaté.

Observations :

Lors de la visite du 29 août 2022, l'exploitant a indiqué à l'inspection qu'une entreprise spécialisée doit intervenir le 21 septembre 2022.

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant la transmission des justificatifs des opérations de nettoyage et d'identification de la cuve «CuCl» dès la fin des travaux.

<p>Par courriel du 30/01/2023, l'exploitant a transmis à l'inspection des installations classées les justificatifs de l'opération de nettoyage de la cuve «CuCl» et de son identification.</p> <p>Lors de la visite du 8 septembre 2023, l'inspection a constaté que l'identification de l'ancienne cuve « CuCl » a été modifiée, la mention « CuCl » a été supprimée.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Point 5 : Rejets aqueux - Cu Ni

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 6/ Auto-surveillance des rejets aqueux
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Avant tout rejet au milieu naturel des eaux industrielles par bâchées, l'exploitant effectue un contrôle portant sur les paramètres prévus à l'article 3.1.8 de l'arrêté du 19/03/99</p>
Constats : Pas d'écart constaté.
<p>Observations :</p> <p>Lors de la visite du 5 juillet 2022, l'inspection a constaté que pour le paramètre Cu, les déclarations GIDAF font état d'une concentration égale à 0 pour les mois de septembre à décembre 2021 et pour le paramètre Ni, les déclarations GIDAF font état d'une concentration égale à 0 pour les mois de juin et d'août à avril 2021.</p> <p>L'exploitant explique que les résultats inférieurs à 31 microgramme/l (ppb) sont déclarés à "0" sur le portail de télédéclaration GIDAF. L'exploitant a présenté la "Fiche de suivi - Analyses des eaux" où il apparaît effectivement la procédure interne de déclarer des paramètres à "0" si les concentrations sont inférieures à une certaine valeur (31 ppb dans le cas du Cu et de Ni).</p> <p>Par échantillonnage, l'inspection a vérifié pour les analyses du 22/09/21, 10/11/21, 17/12/21 où les concentrations en Cu et Ni sont à "0" dans GIDAF que les paramètres Cu et Ni ont bien été analysés.</p> <p>A cette fin, l'exploitant a fourni les fiches d'analyse correspondantes. L'inspection a constaté que les analyses du Cu et Ni ont été réalisées et que les concentrations en Cu et Ni pour les 3 jours sont inférieures à 31 ppb.</p> <p>L'inspection précise que la déclaration GIDAF à "0" est permise lorsque la concentration est inférieure à la limite de détection.</p> <p>L'exploitant communiquera les limites de détection pour les paramètres Cu et Ni.</p>

<p>Lors de la visite du 8 septembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection que la saisie dans GIDAF est complétée par une information « inférieure à LD » dans la colonne commentaire afin de justifier de la mesure effectuée. L'exploitant a précisé à l'inspection que dans le cadre de la validation des appareils de mesures en place sur le site, les limites de détection (LD) sont fixées à 31 microgramme/l (ppb) et les limites de quantification (LQ) sont fixées à 94 microgramme/l (ppb). Conformément aux règles de saisie dans l'application GIDAF, l'exploitant a indiqué à l'inspection que lorsque la valeur mesurée est inférieure à la LD, la valeur 0 est saisie avec un commentaire et lorsque la valeur mesurée est inférieure à la LQ, la valeur LQ/2 est saisie avec un commentaire.</p> <p>L'inspection a consulté certaines déclarations dans GIDAF (en 2022 et 2023) et a constaté que la saisie est bien effectuée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>
<p>Proposition de suites : Sans objet</p>

N° 7 : Point 3 : Sous-traitance

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 19/03/1999, article 4.6. Permis de travail et/ou permis de feu</p>
<p>Thème(s) : Actions nationales 2022, Permis de feu</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les travaux de réparation ou d'aménagement conduisant à une augmentation des risques (emploi d'une flamme ou d'une source chaude, purge des circuits) ne peuvent être effectués qu'après délivrance d'un "permis de travail" et éventuellement d'un « permis de feu » et en respectant les règles d'une consigne particulière. Le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu » et la consigne particulière doivent être établis et visés par l'exploitant ou par la personne qu'il aura nommément désignée. Lorsque les travaux sont effectués par une entreprise extérieure, le « permis de travail » et éventuellement le « permis de feu », et la consigne particulière relative à la sécurité de l'installation doivent être cosignés par l'exploitant et l'entreprise extérieure où les personnes qu'ils auront nommément désignées. Après la fin des travaux et avant la reprise de l'activité, une vérification des installations doit être effectuée par l'exploitant ou son représentant.</p>
<p>Constats : L'exploitant a rédigé un projet de document de vérification, mais ce dernier n'a pas encore été validé.</p>
<p>Observations :</p> <p>Les interventions réalisées par une entreprise extérieure font l'objet d'un plan de prévention voire d'un permis de travail ou d'un permis de feu si besoin.</p>

<p>L'inspection a vérifié que ces documents mettent en évidence la nature des travaux, les risques inhérents et les consignes de sécurité associées. Ces consignes sont signées par l'exploitant et l'opérateur des travaux.</p> <p>Néanmoins, l'inspection a constaté que l'exploitant ne peut pas justifier de la réalisation d'une vérification des installations à la fin des travaux.</p> <p>Par courrier du 9 septembre 2022, l'exploitant a transmis à l'inspection des éléments de réponse. Pour les entreprises extérieures, chaque intervention est préalablement évaluée en termes de risques via un permis de travail, duquel découle le besoin d'un permis de feu pour les opérations avec ce risque spécifique. Le permis de travail a été agrémenté d'une date et d'un visa afin de valider la fin des travaux et de tracer la vérification des installations avant la reprise. Ainsi toute opération, qu'elle nécessite ou non un permis spécifique pourra être tracée quant à sa vérification de fin de travaux.</p> <p>Lors de la visite du 8 septembre 2023, l'exploitant a précisé à l'inspection qu'une vérification des installations après travaux est bien effectuée. Il a également indiqué qu'un document de vérification a été élaboré, mais ce document n'a pas encore été validé.</p> <p>L'exploitant transmettra ce document à l'inspection des installations classées dès sa validation.</p>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Point 4 : Rejets aqueux - DCO

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 11/06/2009, article 5/ Valeurs limites de rejets aqueux
Thème(s) : Risques chroniques, Rejets aqueux
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>VLE pour DCO = 300 mgO₂/L</p>
<p>Constats :</p> <p>La valeur limite d'émission en DCO est dépassée.</p>
<p>Observations :</p> <p>La VLE pour la DCO est fixée à 300 mg/l conformément à l'article 5 de l'arrêté préfectoral du 11/06/2009 et à l'article 32 de l'arrêté ministériel du 02/02/1998 modifié.</p> <p>Cette VLE est dépassée pour les mois de juin (361 mg/l), septembre (307 mg/l), octobre (915 mg/l), novembre 2021 (566 mg/l) et février (991 mg/l), mars (425 mg/l), avril 2022 (359 mg/l).</p> <p>Par courrier du 9 septembre 2022, l'exploitant a informé l'inspection qu'il allait mettre en œuvre des actions de captation à la source des effluents générant de la DCO, afin de la limiter dans les effluents, puisque la station de traitement physico-chimique ne permet pas d'abattre la DCO.</p> <p>Lors de la visite du 8 septembre 2023, l'exploitant a présenté à l'inspection les résultats des</p>

mesures du paramètre DCO depuis le début de l'année 2023. Les mesures effectuées font apparaître une moyenne à 352 mg/l pour une valeur limite à 300 mg/l.
L'exploitant précise que les rejets en DCO se sont améliorés (divisé par deux par rapport aux années précédentes). L'exploitant indique également que l'absence d'impact du rejet de la DCO sur le milieu naturel a été vérifié lors de l'élaboration du porter à connaissance relatif au rejet d'azote global.
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 9 : Point 7 : REACH - Respect FDS Lessive de soude caustique

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article Annexe II Art. 7
Thème(s) : Produits chimiques, FDS : Rubrique 10
Point de contrôle déjà contrôlé : <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 05/07/2022 • type de suites qui avaient été actées : Susceptible de suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : • date d'échéance qui a été retenue :
Prescription contrôlée : Matières incompatibles La lessive de soude à 50 % doit être conservée à l'écart des : Acides, solution ammoniacale, hydrocarbures chlorés.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Par courrier du 9 septembre 2022, l'exploitant a transmis l'inspection des éléments de réponses ainsi que la fiche de données de sécurité (FDS) de la soude caustique liquide à 32 %. La FDS de la lessive de soude actuellement achetée a été vérifiée (car celle examinée était de la lessive 50 %, or à présent sur site seule la lessive de soude 30,5 % est stockée). La solution d'ammoniacale n'apparaît pas dans les incompatibilités de stockage sur la FDS de la lessive de soude à 30,5 %. Lors de la visite du 8 septembre 2023, l'inspection a constaté que la lessive de soude stockée est à 30,5 %.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 10 : Restriction des usages de l'eau

Référence réglementaire : AP Complémentaire du 05/08/2005, article 5
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures liées au déclenchement du plan de crise
Prescription contrôlée : Dès la publication de l'arrêté préfectoral [...], constatant le franchissement du seuil de crise correspondant au débit d'étiage de crise pour le bassin hydrographique dans lequel l'établissement industriel est implanté et au vu du dossier remis par l'exploitant le 26 mai 2005, l'exploitant met en œuvre les dispositions complémentaires suivantes pendant la durée de la crise: - suspension de l'activité de l'atelier B Peroxydes pendant une durée maximale de 5 jours.
Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite du 8 septembre 2023, l'exploitant a indiqué à l'inspection que l'établissement a été fermé du 21 juillet au 16 août 2023. Par conséquent, l'activité de l'atelier B peroxydes a été mis à l'arrêt pendant 3 semaines. L'exploitant a indiqué à l'inspection avoir réalisé les transmissions d'informations relatives aux dispositions prises suivant les niveaux de gravité de la sécheresse conformément à l'article 2 de l'arrêté ministériel du 30 juin 2023, sur le site « https://www.demarches-simplifiees.fr/commencer/icpe-secheresse-rapportage-hebdomadaire ». L'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant a bien effectué les démarches demandées. L'inspection a également constaté que l'exploitant a mis en œuvre des mesures permettant de réduire ses prélèvements d'eau (sensibilisation, arrêt d'un atelier, mise en circuit fermé d'une première pompe à vide puis d'une deuxième).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 11 : Etat des matières stockées

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 04/10/2010, article 49
Thème(s) : Risques accidentels, Prévention des risques
Prescription contrôlée : Etat des matières stockées. Les dispositions du présent article sont applicables à l'ensemble des installations relevant du régime de l'autorisation. L'exploitant tient à jour un état des matières stockées, [...]. L'exploitant dispose, [...], des fiches de données de sécurité pour les matières dangereuses, prévues dans le code du travail lorsqu'elles existent ou tout autre document équivalent. Ces documents sont facilement accessibles et tenus en permanence à la disposition du préfet, des services d'incendie et de secours, de l'inspection des installations classées et des autorités sanitaires.

Constats : Pas d'écart constaté.
Observations : Lors de la visite du 8 septembre 2023, l'exploitant a présenté l'état des matières stockées sur le site (registre informatique). L'inspection des installations classées a constaté que l'accès au registre est réalisé rapidement et que la procédure est intégrée au Plan d'Opération Interne (P.O.I.). Par échantillonnage, l'inspection a consulté le registre et a vérifié l'état et l'emplacement des stocks sur site ; Nitrate de potassium 13,5 t stockés en A07 ; Nitrate de potassium 13,5 t stockés en B04 ; Nitrate de strontium 5,4 t et nitrate de baryum 6,5 t en A 05. L'inspection a constaté que l'exploitant tient à jour l'état de l'ensemble des matières stockées sur le site. L'exploitant dispose des fiches de sécurité. Ces documents sont accessibles et disponibles.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 12 : Traçabilité des déchets

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 21/08/2023, article R.541-45
Thème(s) : Actions nationales 2023, Traçabilité des déchets - utilisation de Trackdéchets
Prescription contrôlée : I.-Le ministre chargé de l'environnement met en place une base de données électronique centralisée, dénommée "système de gestion des bordereaux de suivi de déchets". Toute personne qui produit des déchets dangereux ou des déchets POP, tout collecteur de petites quantités de ces déchets, toute personne ayant reconditionné ou transformé ces déchets et toute personne détenant des déchets dont le producteur n'est pas connu et les remettant à un tiers émet, à cette occasion, un bordereau électronique dans le système de gestion des bordereaux de suivi de déchets. [...]
Constats : Conforme
Observations : Lors de la visite du 8 septembre 2023, l'inspection des installations classées a constaté que l'exploitant utilise l'application "Trackdéchets" pour le suivi des déchets dangereux générés par les activités de son établissement. L'exploitant a remis à l'inspection un récépissé Trackdéchets (bordereau de suivi de déchets dangereux, réf : BSD-20230309-KWCDGDHE8 du 14/03/23 relatif à des déchets liquides aqueux contenant des substances dangereuses, code déchet 16 10 01*).
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet